

Discours

Convention de l'UMP sur l'immigration le 9 juin 2005

Réunion des cadres de l'UMP Paris le 11 juin 2005

Un sujet du bac de philosophie, cette année, a posé la question de savoir si « l'action politique devait être guidée par la connaissance de l'histoire. » Tocqueville avait prévenu que, lorsque le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres. Depuis que je milite, j'ai vécu, avec mon parti, quelques victoires et de nombreuses défaites. A chaque fois, nous avons refusé, éludé, occulté toute analyse des causes de nos échecs. Probablement effrayés par l'idée d'être jugés pour nos choix, mais nous condamnant ainsi à les répéter.

L'ordre du jour initial de cette réunion était de « tirer les leçons du référendum, quel qu'en soit le résultat ». J'y resterai donc fidèle. Désormais, heureusement - et merci Nicolas ! -, l'UMP est devenu un véritable lieu de débats où peuvent s'opposer des analyses contradictoires, mais où peuvent naître, de ce fait, des idées nouvelles. Je voudrais donc réfléchir avec vous sur les **causes et les conséquences de l'échec du référendum : car cela va naturellement bouleverser notre avenir**. Désormais, rien ne sera plus comme avant. Ni au plan électoral, ni pour la politique intérieure, ni pour la politique européenne, ni pour la politique étrangère.

A côté de la conjoncture, cet échec a des causes profondes : ce sont elles que je veux analyser.

La première cause profonde, c'est un élargissement mené sans l'accord des peuples.

Après l'adoption de l'euro par le traité de Maastricht en 1992, nous avons tous senti la nécessité de renforcer l'Europe politique. Il fallait équilibrer par une politique économique la rigueur des mécanismes monétaires.

Pendant des années, nous avons discuté pour savoir s'il fallait d'abord procéder à « **l'approfondissement** » des institutions ou à « **l'élargissement** » vers d'autres pays européens. Par facilité et par solidarité avec l'Europe que nous avions abandonnée à Yalta, nous avons choisi l'élargissement et reporté la réforme des institutions dont chacun dénonçait pourtant les insuffisances.

Nous l'avons fait sans définir les frontières de l'Europe, et sans jamais consulter les populations des pays du noyau fondateur. Les relents de xénophobie, venue même de la gauche, s'expliquent ainsi. Les peuples fondateurs de l'Europe se sont sentis progressivement dilués dans un ensemble de plus en plus vaste et de plus en plus indéfini, qui transformait le projet d'Europe politique en succédané d'une organisation internationale : l'Europe était vécue comme l'antichambre de la mondialisation au lieu d'en être la protection.

Le comble a été atteint quand il s'est agi de faire entrer la Turquie. Le chancelier Schröder a été le militant le plus acharné de cette cause parce qu'il espérait que l'importante communauté turque vivant en Allemagne lui en aurait reconnaissance. C'est pour être fidèle à l'alliance franco-allemande que Jacques Chirac a soutenu cette cause impossible. Le résultat est que la France et l'Allemagne sont divisées désormais, l'une a voté oui, l'autre a voté non. Mais il est possible que, si le peuple allemand avait voté, il eût fait le même choix comme le montrent les sondages en faveur de la CDU-CSU.

Les Français, dans leur grande majorité ne voulaient pas de l'entrée de la Turquie : et la réforme de la constitution française, qui obligeait de soumettre au référendum l'entrée de la Turquie, n'a pas apporté de garanties suffisantes parce que l'on indiquait ce vote pour dans 10 ou 15 ans, alors que l'ouverture des négociations avec la Turquie était, elle, prévue pour dans 10 ou 15

semaines.

Et si l'on veut répondre à la demande des électeurs, (même à ceux qui ont voté « oui » malgré la Turquie), alors nous devons demander que l'ouverture des négociations prévues pour le mois d'octobre soit reportée. Surtout quand les élections allemandes de septembre laissent présager un nouveau gouvernement allemand, avec un changement radical de politique : il serait décent d'attendre.

Le mot de « décence » a tout son sens dans cette affaire si l'on veut bien considérer qu'il est inconvenant de discuter d'une association avec un Etat qui occupe militairement une partie de notre territoire européen. Je rappelle que l'armée turque continue d'occuper, en violation de la légalité internationale et malgré toutes les condamnations de l'ONU, une partie de ce qui est désormais le territoire européen. A savoir le nord de Chypre.

Et il reste encore un « mur de la honte » en Europe, c'est celui qui coupe Nicosie en deux. Le gouvernement de Berlin devrait avoir toutes les raisons de ne pas accepter des négociations tant que dure ce scandale !

Pour le reste, il suffit de constater que, malgré les discours, la Turquie n'a fait aucun progrès réel sur le chemin des valeurs qui fondent l'Union Européenne :

La situation faite aux femmes que toute l'Europe a pu voir matraquées par la police pour la Journée des femmes, l'adoption du nouveau code pénal qui interdit d'évoquer le retrait de Chypre ou la reconnaissance du génocide arménien, la situation faite aux minorités, kurde et chrétiennes.

La seule communauté arménienne du monde à ne pas demander la reconnaissance du génocide arménien est celle de Turquie. Demandez-vous pourquoi ?

L'organisateur de l'extermination des Arméniens, dont la dépouille avait été remise à la Turquie par Adolf Hitler, est toujours honoré comme un héros national : des avenues, des écoles, un mausolée sont consacrés à sa mémoire ! On est loin de Willy Brandt agenouillé à Auschwitz.

La frontière avec l'Arménie est toujours fermée et le blocus maintenu. Le ministre des affaires étrangères turc a déclaré que cela durerait tant que l'Arménie demanderait la reconnaissance du génocide !

La seconde cause profonde est plus ancienne que la première : c'est le **chômage**.

Ce chômage, malheureusement bien plus durable que le développement du même nom, tient d'abord au modèle social français, à propos duquel Raymond Aron observait déjà il y a près de 30 ans (en 1977 dans Plaidoyer pour une Europe décadente) que « **parmi les Etats de l'Europe de occidentale, la France demeure dans l'ordre économique la moins libérale, la plus dirigiste, et la plus bureaucratique** ».

Il ajoutait, 4 ans plus tard, en conseil à notre majorité que nous devions « **convaincre les Français, non pas que nous gérons mieux le pays que les socialistes mais que nous leur proposons un modèle de société préférable** ».

Nicolas Sarkozy a eu, lui, cette formule lapidaire difficile à contester « **le meilleur modèle social c'est celui qui donne du travail à tout le monde. Ce n'est donc plus le nôtre.**»

Je résumerai, pour ma part que le modèle social français :

- **n'est pas un modèle puisque personne ne veut l'imiter,**
- **n'est pas social puisqu'il provoque des records de chômage,**
- **n'est pas français puisque fondé sur la lutte des classes et le refus du réformisme.**

Demandez-vous pourquoi la CGT, le Parti communiste, les mouvements révolutionnaires ne veulent pas en changer ? Parce que c'est le leur !

Ce sont eux, en grande partie, les auteurs des compromis passés en force sous menace de grèves générales à l'époque du stalinisme triomphant.

Regardez les différentes couches sédimentaires de notre code du travail, croyez-vous qu'un seul des travailleurs qu'il prétend défendre puisse le comprendre ? C'est devenu le monopole des agrégés en droit du travail.

Ce modèle social français a fait l'objet d'une hypocrite flatterie sous le qualificatif d'exception française. Il ne s'agit là que d'une illusion destinée à nous faire croire que nous pouvons nous dispenser des efforts que tous les autres peuples consentent quand ils ont des difficultés. Je mets au rang de ces illusions sans courage l'idée que l'on peut dépenser sans compter.

La France, qui a conçu l'universel au moment de la Révolution française, réussit ce prodige d'avoir peur du monde 200 ans après ! Voilà le résultat de tant de dérobades, de compromissions et de petit calculs électoraux, depuis si longtemps !

Pourtant la France a de grandes capacités, elle a de l'imagination, elle a du courage. J'ai vu comment ses chercheurs, ses industriels, ses ingénieurs, ses commerçants vont au bout du monde chercher des parts de marché, et réussissent !

Nous avons peur de la **mondialisation** alors que, bien souvent, ce sont nos concurrents qui craignent la France ou l'Europe.

Pour **Airbus** nous sommes à armes égales avec Boeing. Qui l'aurait pensé, il y a 30 ans ?

Dans **le nucléaire**, nous sommes leader mondial et les Etats-Unis doivent s'en remettre à nous en matière de retraitement. Le monde entier confie à notre pays la recherche pour le nucléaire du futur, et avec ITER à Cadarache nous avons même triomphé des Japonais. Ce sont EDF et AREVA qui sont les premières entreprises au monde pour construire des centrales.

C'est à la France, avec ALSTOM, que la Chine confie son plus ambitieux programme **ferroviaire** : 1000 trains !

Total est devenu la quatrième entreprise pétrolière mondiale, dans un pays où il n'y a pas de pétrole. Et il y a des ânes pour s'indigner qu'elle fasse trop de bénéfices.

Nous souffrons certes des importations de **textiles chinois**, mais nous nous y sommes mieux préparés que les autres et nous sommes excellents dans ce qu'on appelle le « textile technique » qui a une croissance de 10% par an et représente déjà 20% du textile français. On ne fait pas que des T-shirts !

Il y a 20 ans, tout le monde pronostiquait les jours les plus sombres pour **l'industrie automobile française** : Renault et Peugeot sont aujourd'hui parmi les plus dynamiques. La France est leader mondial pour **l'eau avec Veolia**, pour **l'électricité avec EDF**, pour **la distribution** avec Carrefour et Auchan.

La France est la 5° puissance industrielle du monde, le 4° exportateur de services...

Je pourrais continuer longuement l'énumération des succès français. Vous dire que nous avons des projets ambitieux qui éveille la curiosité de l'Europe entière avec des projets sur la télévision haute définition, les nanotechnologies, la biotechnologie, portés par des financements importants et des outils efficaces : l'Agence de l'Innovation industrielle, l'Agence Nationale de la Recherche, les pôles de compétitivité...

C'est par l'innovation, la formation, l'excellence et la recherche, que nous créons les emplois d'aujourd'hui et de demain.

Pour que la France gagne, il faut commencer par y croire. Et nous avons toutes les raisons d'y croire !